



Réouverture des écoles le 26 avril ?



Sans recrutement, sans protection, sans test, sans vaccin...

Qui peut croire que les incantations du ministre permettront aux écoles de reprendre normalement le 26 avril ?

A la veille de la reprise et depuis mercredi dernier, le ministre Blanquer prétend répondre aux inquiétudes des personnels et des familles en décrétant des mesures « sanitaires » : fermeture d'une classe dès le premier cas de COVID, généralisation de l'enseignement à distance, auto-tests pour les personnels et les élèves, capteurs de CO2, non-brassage des élèves avec les autres classes dès qu'un enseignant n'est pas remplacé...

En réalité, le ministre répond à l'exaspération, voire la colère des personnels et des enseignants, mais en ne s'exprimant qu'au travers d'annonces non-suivies d'effets, préférant ainsi jouer à la marelle plutôt que d'apporter des solutions et de répondre aux revendications des personnels.

En réalité, le ministre n'a rien anticipé, et depuis plus d'un an chaque étape a été marquée par des mensonges, des atermoiements, des contradictions. Le SNUDI-FO 53 n'a cessé de réclamer des masques, des tests, des vaccins, des recrutements statutaires. On nous a répondu que les masques et les tests étaient inutiles, que les élèves n'étaient pas contaminants, que les enseignants n'étaient pas prioritaires pour la vaccination, que des contractuels allaient être recrutés.

En réalité, le déploiement des tests salivaires n'est qu'une vaste opération de communication, et nous savons que des écoles pour lesquelles il y a des cas avérés ne disposent d'aucun test. Il ne s'agit en aucune manière d'un dépistage massif et efficace, d'autant plus que, sans personnels de santé, cela génère des difficultés supplémentaires pour les personnels.

En réalité, l'annonce de la vaccination des enseignants de plus de 55 ans est une non-mesure puisque, depuis le 12 avril, la vaccination a été élargie à toute personne de 55 ans et plus ! Après les annonces de vaccination pour les enseignants d'abord mi-mars, puis mi-avril et enfin mi-juin (3 semaines avant les congés d'été !), c'est une provocation de plus, un mépris supplémentaire de notre Ministre sur le compte de notre santé ! Depuis des mois, le SNUDI-FO exige la vaccination de tous les personnels volontaires, sans conditions d'âge.

En réalité, il n'y a aucun matériel de protection efficace à disposition, en particulier les masques FFP2 pour tous les personnels qui le souhaitent ; rappelons que les AESH ou les enseignants en maternelle sont particulièrement proches physiquement des élèves, qui n'ont parfois pas de masque.

En réalité, généraliser les demi-jauges en collège et en lycée, sans recruter des milliers de personnels revient à renvoyer des milliers d'élèves chez eux sans enseignement. C'est l'aggravation des inégalités

pour les élèves. Par ailleurs les enseignants n'ont pas à assurer la double-besogne de la continuité pédagogique et le travail en classe en présentiel.

En réalité si les parents d'élèves sont dans l'impossibilité de garder leur enfant chez eux, aucune solution ne leur est apportée.

En réalité, rien n'est fait pour pallier le manque de remplaçants. Le ministre peut bien parler d'un hypothétique recrutement de 5 000 contractuels, la réalité jusqu'à maintenant, c'est qu'il n'a pas trouvé beaucoup de volontaires pour assurer des remplacements de courte durée, sans formation et sous-payés. En Mayenne, seuls 3 recrutements pour une courte période ont été possible avant le mois d'avril, sur une enveloppe totale de 21 postes ! D'ailleurs, le ministre indique que dans le 1er degré, si un enseignant est absent et non remplacé, les élèves ne doivent pas être répartis dans les autres classes...

A l'hôpital, on refuse les malades faute de lits ; à l'école, on refuse les élèves faute de personnels !

La réalité, c'est que la pagaille dans les écoles, la dégradation des conditions de travail des personnels et des conditions d'apprentissage des élèves vont inmanquablement se poursuivre !

Rappelons qu'en dépit des mobilisations, le ministre maintient les milliers de fermetures de classes et de suppressions de postes prévues pour la rentrée prochaine ! Et dans le même temps, il se vante de rendre des centaines de millions d'euros au budget ! Rappelons que sur les 600 milliards d'euros débloqués par le gouvernement au titre de son plan de relance (plus de 10 fois le budget annuel de l'Education Nationale, plus de 8 fois celui de l'ensemble des hôpitaux) au profit des entreprises qui continuent de licencier, **pas un seul centime n'a été attribué aux écoles pour protéger les élèves et les enseignants !**

Anticiper c'est créer les postes, annuler toutes les fermetures de classe et protéger les personnels et les élèves

Le SNUDI-FO 53 refuse d'opposer les personnels, entre ceux qui, pris dans des conditions épouvantables, demandent la fermeture de leur classe, font valoir leur droit de retrait, et ceux qui refusent que les établissements soient fermés. La seule issue pour sortir de l'impasse dans laquelle le ministre veut les enfermer, c'est la satisfaction de leurs revendications, à commencer par la mise en place d'un plan d'urgence qui permettra d'anticiper par **le recrutement de personnels sous statut et par l'annulation de toutes les suppressions de postes.**

MASQUES, TESTS, ÉQUIPEMENT DES CLASSES, VACCINATION, RÉDUCTION DES EFFECTIFS : SUBSTITUER À L'INCURIE, À L'IRRESPONSABILITÉ ET AUX OPÉRATIONS "ÉCRANS DE FUMÉE" DU MINISTÈRE, UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE PROTECTION DES PERSONNELS ET DES ÉLÈVES.

Laval, le 24 avril 2021

SNUDI-FO 53 Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs, Professeurs des écoles, PsyEN et AESH

10, rue du Dr. Ferron – BP 1037 – 53010 Laval Cedex

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : contact@snudifo-53.fr – Site : www.snudifo-53.fr – FaceBook : @snudifomayenne – Twitter : @SNUDIFO53